



Extrait du Le Journal des Alternatives

<http://journal.alternatives.ca/spip.php?article7326>

Ce sont nos affaires... et notre avenir !

- Journal des Alternatives - Publications - Opinions -

Date de mise en ligne : samedi 13 avril 2013

Copyright © Le Journal des Alternatives - Tous droits réservés

La Présentation, 10 avril 2013

Dans la section « Débats » du quotidien La Presse [1], M. Michael Binnion, président de l'APGQ, nous apprend qu'il a « créé une coalition nationale en faveur de l'équité dans les transferts », et que « leurs constatations n'ont fait que confirmer ce que nous savions tous déjà, c'est à dire que la péréquation nuit à l'exploitation des ressources. » On pourrait en rire tant cette stratégie est cousue de fil blanc et il faut en rire puisque cet as des ressources naturelles conclut sa babillarde en affirmant que « le temps est venu de réformer la péréquation et d'amener le Québec à exploiter ses ressources. »

Ah bon ! Je dois être extrêmement naïf ! Je croyais que les ressources naturelles sous nos pieds étaient la propriété des Québécois et de leur gouvernement légitime. Non, je rêve ! M. Binnion a l'arrogance de nous obliger à exploiter nos ressources à sa manière et pour son bénéfice. Si nous n'acquiesçons pas à ses ordres, il menace de nous mettre à l'amende ! Cette opération de M. Binnion est-elle une « expropriation » de nos ressources ?

Incidentement, si l'exploitation des ressources fossiles est si payante, comment se fait-il que l'Alberta s'impose de telles restrictions budgétaires en 2013 ? Comment se fait-il que Terre-Neuve, pour reprendre vos exemples, enregistre elle aussi des déficits et doit couper dans sa fonction publique ? J'ai lu que de grandes compagnies gazières ont aussi des problèmes budgétaires... Du gaz et du pétrole : synonymes de prospérité et de péréquation pour les B.S. que sont les Québécois ?...

Permettez-moi de me sentir insulté. Durant mon enfance, mon père, un agriculteur peu lettré, m'a souvent répété une phrase pleine de sagesse : « Occupons-nous de nos affaires, sinon les autres vont s'en occuper » et il ajoutait, avec un petit retard, « ...à leur avantage. » Le présent débat en est un parfait exemple. Est-il dans nos intérêts d'exploiter le gaz de schiste ? Ou est-ce seulement dans l'intérêt des Questerre Energy, Talisman Energy, Cambrian Energy, Canadian Forest Oil ?

Alors, si on n'est pas assez naïfs pour vous laisser exploiter nos ressources pour vos profits, vous avez l'outrecuidance d'affirmer que « le gouvernement du Québec ressemble à un bénéficiaire de l'aide sociale. » Pardon ! Et si les B.S. étaient ces « grandes » compagnies qui se sont accaparé nos permis d'exploration à 10 sous l'hectare et qui ont profité de moult programmes et incitatifs gouvernementaux pour faire « leurs » découvertes ?...

Appliquons votre politique d'exploitation forcée de nos ressources à un exemple tiré de ma vie personnelle. Lorsque j'ai acquis ma propriété à La Présentation dans les années 70, il y avait un boisé d'environ 9 hectares mais, probablement suite à une coupe à blanc, il ne s'y trouvait presque pas d'arbres ayant un diamètre supérieur à 25 centimètres. Depuis ce temps, ce boisé a été mon hobby ; je l'ai entretenu en coupant les arbres malades et les surnuméraires. Maintenant, c'est un boisé sain qui a une valeur économique.

En gérant ma ressource ligneuse avec sagesse, je pourrais maintenant couper 3 cordes de bois par an par hectare pendant 500 ans et il y aura toujours du bois pour mes descendants !!! Le développement durable, c'est prendre un peu de ressources tout en préservant le capital pour les générations à venir. C'est le contraire des objectifs de votre « NATIONAL COALITION ON TRANSFER FAIRNESS » qui exige « une coupe à blanc » pour maximiser les profits du prochain trimestre et transforme la vallée du Saint Laurent en « Waste Land » [2]. Plus que la péréquation, c'est le développement durable qui nuit à votre modèle d'exploitation effrénée des ressources !

M. Binnion enlevez, de grâce, vos gros sabots de mes plates-bandes. Ce sont nos ressources naturelles ; pas les vôtres. C'est mon boisé ; pas le vôtre. Vous voulez m'obliger « à exploiter mes ressources », c'est-à-dire à couper mes arbres, sous peine de représailles ! Ne vous en déplaise, je ne ferai pas de coupe à blanc ; j'exploiterai mon

Ce sont nos affaires... et notre avenir !

boisé en toute intelligence. Comme le disait mon père, « ce sont nos affaires ». Je ne vous laisserai pas brader les ressources du Québec pour emplir votre compte de banque.

Post-scriptum :

Gérard Montpetit, membre du RIGSVSL

Téléphone : 450 796-3685